



Le Vilain Petit Canard

Le nouveau journal de la CGT Impôts – Trésor
« Ensemble pour être plus forts »



60 ans, Quel bel âge pour la retraite !

1 million dans la rue le 27 mai ? C'est beaucoup, mais ce n'est pas assez ! Il faut amplifier la mobilisation le 24 juin !

Au lendemain des 176 manifestations unitaires en France le 27 mai, aux Finances Publiques, les agents se sont fortement mobilisés avec 34% de grévistes (dans le 95 :16% dans la filière gestion Publique et 36,81% dans la filière fiscale), le premier Ministre a affirmé qu'il n'y a pas de lien entre la mobilisation des salariés et la détermination du gouvernement à conduire la réforme des retraites...

Pourtant, au sommet de l'Etat, on y est très attentif, en témoigne la prudence avec laquelle le calendrier a été établi pour annoncer la couleur de la réforme aux Français.

Le projet a été annoncé le 16 juin, en pleine coupe du monde de football, et à quelques jours des grands départs en vacances.

Pour autant, un effort de conviction important reste indispensable de notre part à toutes et à tous pour entraîner nos collègues encore réticents à se mobiliser le 24 juin. **OUI, c'est possible de gagner, de faire reculer le gouvernement et le patronat !**

Les motifs de mécontentements ne manquent pas aux Finances Publiques !

Depuis plusieurs années nous subissons des milliers de suppressions d'emplois,

- 2500 nouvelles suppressions d'emplois sont programmées en 2010,
- 1 départ à la retraite sur 3 seulement est remplacé à la DGFIP.

On nous demandera donc de travailler toujours plus, plus vite, avec encore plus de polyvalence, plus de mobilité..... Nos

conditions de travail vont continuer à se dégrader et notre santé aussi !

C'est dans ce contexte que le gouvernement souhaite nous faire travailler jusqu'à 62 ans, et cotiser 41,5 ans .

Le taux de cotisation acquitté par les fonctionnaires sera aligné progressivement sur celui du secteur privé. L'actuel taux de cotisation salarial sera donc porté de 7,85 % à 10,55 % ce qui équivaut à une baisse des rémunérations. .

Le dispositif de départ anticipé pour les femmes ayant eu 3 enfants disparaîtrait. Au nom de l'équité, c'est l'alignement des droits par le bas.

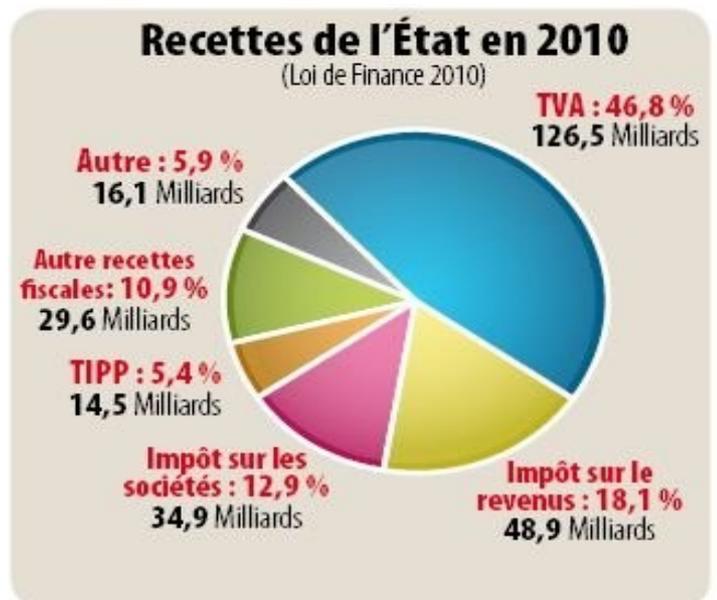
La nouvelle journée de mobilisation Interprofessionnelle dans l'unité est programmée le 24 juin, juste après la révélation complète du projet gouvernemental. Le potentiel de mobilisation ce jour là est énorme, les sondages se suivent et se ressemblent. Les annonces et les orientations retenues et notamment celles du recul de l'âge de départ à la retraite et de l'allongement des années de cotisations ne sont pas du tout acceptées par les salariés.

Selon le dernier sondage IPSOS :

- 64% des français ne font pas confiance au gouvernement pour assurer l'avenir des retraites
- 81 % considèrent qu'il ne sert à rien de réformer les retraites si on ne règle pas la question de l'emploi des seniors et de la pénibilité.

Alors tous ensemble dans l'action !

Avec des millions de salariés dans la rue, le 24 juin, on peut faire plier le gouvernement.



Vive le modernisme !

(Le nouveau roman des SIE...)

 *Non, non, non,
Je ne veux pas la retraite à 70 ans*

On nous a dit : Gespro, ça marche !

On nous a dit : Il n'y aura que 8% de mécontents pour les nouvelles téléprocédures.

On nous a dit : Les contribuables feront tout, tout seul, c'est facile et notre tâche sera plus aisée.

--oOo--

Bilan au mois de juin :

Gespro (gestion des redevables professionnels) :

Avec le J+2 (redescende des saisies dans BDRP- **base de données des redevables professionnels**- le lendemain), le temps de création d'un dossier est multiplié par 2. Et ceci, quand le système fonctionne et que les redescendes se font.

CVAE(cotisation pour valeur ajoutée des entreprises)/CFE(cotisation foncière des entreprises)/TASCOM (taxe sur les surfaces commerciales) :

Livraison totale à nous-mêmes. Un stage était prévu du 14 au 16 juin. Super ! Stage programmé au bon moment afin de nous aider auprès des contribuables. Et bien non ! Stage annulé pour cause de surcharge de travail dans les SIE et reprogrammé en... Septembre ! En attendant, c'est TOUS LES JOURS que les SIE sont sollicités et doivent se débrouiller pour répondre aux redevables à l'aide de impôts.gouv.fr comme ces derniers ! Voilà comment on montre qu'on maîtrise notre sujet !

Téléprocédures :

Nouvelle version... fin mai... Perdu, le Val d'Oise a été oublié ! Ce sera finalement pour début juin. Puis ça fonctionne 😊, et ça ne fonctionne plus !

😞. On vient de nous annoncer des ralentissements dans le serveur quand ce n'est pas de l'indisponibilité. Alors les SIE ont plein d'amis qui leurs posent un tas de questions, Où chercher ? Comment faire ? Pour la CVAE, taper 1 procédure via comptable, pour la TVA taper 2 et c'est automatique si vous êtes télédéclarant.

- Ca marche pas. 😞

- C'est normal, il faut réactiver l'espace abonnement.

- Mais on nous avait dit que c'était automatique. C'est écrit où la réactivation ? Etc. Etc.

Et bien sur, les SIE n'ont aucune visibilité pour guider les contribuables si ce n'est une simple plaquette. C'est pas grave ! Il y a l'assistance technique. Les horaires sont : Le matin au petit déjeuner, le midi au déjeuner et le soir au dîner... non ce n'est pas une blague ! Pour qu'en final, on nous annonce qu'elle n'est pas disponible par téléphone mais uniquement par courriel.

 *Non, non, non
Je ne veux plus de suppressions de postes.*

Sommes nous vraiment un service public ? Et on ose nous parler de PVFI ?

Et bien sur tout cela avec moins de personnel. Mais encore une fois, pas d'inquiétude, notre travail sera fait puisque nous sommes là jusqu'à 70 ans au moins...

Ca suffit, Les conditions de travail se dégradent et on veut nous faire vivre cela plus longtemps.

N'implorez pas, ne restez pas seul dans votre coin, réveillez vous et refusez ce fatalisme.

Et c'est ENSEMBLE que nous le vaincrons car non tout n'est pas jouer. Les lois se font et se défont.

Commençons par dire non à la réforme des retraites ! Puis continuons à lutter contre les suppressions de postes et les mauvaises conditions de travail.

Il est interdit d'interdire d'entrer dans les services !

Dans le cadre de la préparation de la grande journée de mobilisation du 24 juin, les militants de la CGT Finances Publiques se sont rendus à la Trésorerie Générale pour distribuer des tracts et annoncer qu'une heure mensuelle d'information syndicale se tenait dans les locaux.

Ces militants qui ont l'habitude de ces pratiques dans d'autres services ne se doutaient pas qu'ils étaient en train de semer la panique à la Direction.

Quoi des intrus dans nos services ? Mon dieu, quelle horreur ! Serait ce des martiens ? Non pire, des syndicalistes, non, non ce n'est pas possible !!!!

A la demande du directeur, n° 2 ou le 2bis, on ne sait plus très bien, une collègue se met à notre recherche, rentrant l'air affolé dans tous les bureaux pour savoir si on avait vu ces drôles de bêtes là !

Sa folle poursuite la conduit dans les escaliers et miracle elle tombe sur ces syndicalistes dangereux (pour qui?), qui se voient convoqués manu militari chez le n°2 ou 2bis.... (le TPG numérote ses collaborateurs!)

Heureusement, ces syndicalistes qui prévoient que distribuer des tracts CGT à la TG poserait un souci, se sont munis de la dernière note de la DG sur le droit à l'information syndicale. Nous avons donc pu rappeler tranquillement au n°2 ou 2 BIS, que distribuer un tract, même CGT, était encore un droit à la DGFIP !

Sans doute n'avait-il pas lu cette note ?

En conclusion, celui qui musellera la CGT, n'est pas encore né !

Vive la liberté d'expression !

HELIOS et CHORUS

Des applications informatiques qui ne sont toujours pas opérationnelles et qui dégradent les conditions de travail des agents de la filière gestion publique.

HELIOS une application lente, lourde, complexe, instable, qui engendre de nombreux retards dans les postes, beaucoup de stress et de fatigue, une perte d'autonomie, davantage pensée pour les dépenses que pour les recettes, peu adaptée aux gros postes qui ont de nombreuses recettes. Cette application s'avère encore plus lourde pour les TRESORERIES HOSPITALIERES !



Sécurité, « wait and see » !

Les agents d'accueil en font l'expérience et les frais souvent journalièrement. Ils constatent que l'usager visitant les Centres des Finances Publiques est de plus en plus impatient, sûr de son bon droit, vindicatif, agressif.

En effet, conforté par le discours gouvernemental largement relayé par les médias aux ordres, du « fonctionnaire fainéant et inutile », le contribuable venu réclamer le document qui lui permettra de toucher des allocations de toutes sortes est de plus en plus exigeant, pressé, bien qu'il ait souvent failli à ses obligations déclaratives les plus élémentaires. Ne parlons pas ici de politesse ou de tact, les insultes fusent.

Force est de constater que les incidents se font de plus en plus fréquents et le pire est à venir, notamment lors des prochaines émissions des avis d'imposition, qui, compte tenu des décisions gouvernementales (RSA/PPE) vont pour certains signifier une baisse substantielle des revenus.

Des notes de la Direction font bien état de mesures de protection à la fois des personnels d'accueil, et du matériel, mais derrière, rien de concret. Toujours pas de vitres installées à l'accueil malgré les demandes réitérées par la CGT. On préfère protéger l'argent. Faut-il attendre l'accident ou qu'il y ait mort d'homme pour voir enfin le problème évoqué sérieusement ?

Avec la mise en place des SIP il y a urgence

Le 24 Juin on y sera et vous ???



QUELQUES CHIFFRES

prévus pour 2010

MOINS DE 1500 EUROS

C'est le salaire pour la moitié des salariés en France.

150 MILLIARDS D'EUROS

C'est le déficit du budget de l'Etat prévu.

74,8 MILLIARDS D'EUROS

C'est le coût estimé des 468 niches fiscales.

700 MILLIONS D'EUROS

C'est le coût du bouclier fiscal, estimé par le ministre.

3 MILLIARDS D'EUROS

C'est le coût annuel du cadeau fiscal avec la baisse de la TVA dans la restauration

12 MILLIARDS D'EUROS

C'est ce que coutera, la suppression de la Taxe Professionnelle

30 MILLIARDS D'EUROS

C'est le montant annuel des exonérations de charges sociales pour les entreprises

Déficit de l'Etat... on sait pourquoi !

Alors que le gouvernement nous prépare à une purge financière sans précédente force est de constater la mégalomanie grandissante de nos dirigeants !

Après la publication des revenus de Madame BOUTIN, cumulant sa retraite mensuelle de député et de conseillère générale pour un montant de 8 600 €, on découvrait que le Président de la République lui octroyait 9 500 € pour être chargée de mission.

Cadeau de la République !

On apprenait de la bouche même de François Fillon qu'il ignorait le nombre personnes qui étaient missionnées par la Présidence.

Dans le même temps, le député René Dosière nous rappelait que la Garden Party de l'Elysée organisée le 14 juillet était passée de 5 500 invités en 2007 à 7 500 en 2009 et de constater : "Depuis qu'il a été élu Nicolas Sarkozy dit qu'il faut des économies, que les dépenses de la présidence baisse. En réalité c'est toujours plus pour l'Elysée alors que dans le même temps c'est toujours moins pour les fonctionnaires."

Dans une grandeur d'âme magnifique, et après des pressions de plus en plus insistantes, Christine BOUTIN a renoncé à ses 9 500 €. C'est à cette occasion qu'elle a découvert avec stupéfaction que l'énorme majorité des français avaient des revenus "légèrement" plus modestes qu'elle.

Brave petit coeur va !

Le premier ministre et Eric Woerth nous martèlent chaque jour qu'il va falloir se serrer la ceinture.

C'est oublié un peu vite qu'il y a bien longtemps que les français sont obligés de la serrer et qu'il va falloir bien vite investir dans des bretelles !

Campagne IR : de pire en pire.

Pour les agents des CDI ou des SIP, le retour des beaux jours signifie campagne d'impôt sur le revenu. En ces temps de crises, de fusions et autres restructurations, la CGT Finances Publiques vous propose de faire un bref état des lieux.

Nous aurions dû préparer cette campagne en CTPD avant qu'elle ne débute, mais sans doute le directeur était-il trop occupé avec la mise en place des SIP et n'a pas eu le temps de convoquer cette réunion. Il faut du temps et des moyens pour rendre un service de qualité !

Pourtant des cadences de travail intenable, c'est ce qu'on demande aux agents des secteurs d'assiette.

- Absorber chaque année une nouvelle loi de finances toujours plus complexe.
- Accueillir et renseigner durant le mois de mai quelques 9 876 contribuables sur le site d'Ermont auxquels s'ajoutent les 946 contribuables pour la filière gestion publique, 19 587 contribuables sur Cergy, 5 234 sur St Leu, et environ 25 000 personnes sur Garges.
- Traiter 92% des déclarations au 16 juillet, tout en sachant que cette année la télédéclaration n'a pas eu le succès escompté.

Quels moyens met en oeuvre la direction pour atteindre ses objectifs ?

- Des moyens humains en baisse chaque année suite aux suppressions de postes.
- Des absences non remplacées (congé maternité ou longue maladie). A ce sujet, la politique de gestion de l'EDRA est à mettre en cause. Des EDRA censés renforcer les services touchés par ces absences sont affectés de façon

permanente sur des postes vacants. Il n'y a plus aucune marge de manoeuvre.

- En prime, la mise en place des SIP est une priorité. Il faut donc déménager. La direction a pensé au mois d'avril (pas le temps de prendre nos marques avant la campagne !).

Que dire des centres où la fusion CDI/CDIF a été faite . Cette fusion est très lourde à supporter pour les agents.

Qui s'y retrouve dans tout cela?

- Le contribuable, sûrement pas. Les modifications de dernière minute, qui frappent en premier les populations les plus en difficulté (suppression de la 1/2 part pour les célibataires, veufs, le RSA...) créent des incompréhensions lors de la réception.
- Les agents encore moins. Les conditions de travail se dégradent.
- Chaque service a sa feuille de route avec le nombre de déclarations à saisir chaque semaine. La qualité de la saisie des déclarations se dégrade, le travail perd en intérêt (saisie à la chaîne). Il est loin le temps où la promesse a été faite que la saisie locale serait un plus pour les agents en terme d'intérêt du travail. Seule la course statistique à la saisie importe au yeux de la direction !

Enfin, si le CTPD sur l'organisation de la campagne IR s'était tenu, un certain nombre de questions restées sans réponse à ce jour (comme par exemple quels critères de répartition pour la prime de campagne ?) ou de difficultés rencontrées auraient trouvé une solution en amont.

La CGT Finances Publiques reste en alerte et tient à rappeler que les agents ont des droits (congés...). Nous veillerons à ce qu'ils soient respectés.

La langue de bois ! un vrai métier

Depuis la fusion de notre syndicat, nous avons décidé de faire les visites de sites en commun ex-dgi ex-dgcp.

Cela nous permet d'avoir un regard critique sur les pratiques des deux directions. En effet, la pratique de nos différents métiers « si simple à gérer comme semblent le croire nos directions » révèle encore plus notre manque de moyens.

Après la mise en place des SIP, nous constatons avec effarement la dégradation des conditions de travail de nos collègues.

Encore plus flagrant sur le SIP de Garges en pleine période de campagne de déclaration, la surcharge de travail et les conditions d'accueil des contribuables se dégradent.

On insiste sur le fait que faute personnel le guichet « Trésorerie » est fermé. L'agent de la caisse se voit contraint d'assurer l'intérim en plus de son travail.

Notons également que sur le site de Garges, il manquera au 1^{er} septembre 16 contrôleurs sans parler du déficit en agent C.

Nous avons bien annoncé lors d'un CTPL commun aux deux filières les difficultés liées à la découpe des trésoreries « notamment sur les tâches transversales ». Le fait d'avoir scindé la trésorerie Impôts et Le secteur public local ne simplifie pas la gestion des activités communes aux deux postes : courrier, caisse, accueil...

Ce que nous avons dénoncé lors du CTPL du 31 mai 2010. A cela, Le Trésorier Payeur Général propose que les missions transversales soient partagées par les collègues du Secteur Public Local.

Ne nous faites pas dire ce que nous n'avons pas dit !!!!!!!

Si la situation de Garges est difficile, c'est bien parce qu'il manque des effectifs !!!

Ce n'est pas en semant le trouble entre les agents que le problème sera résolu.

A bon entendeur.....La CGT veille au grain



à méditer :

Le gouvernement a un bras long et un bras court.

Le long sert à prendre et arrive partout, le bras court sert à donner, mais il n'atteint que les plus proches.

Ignazio SILONE